

AFRIQUE DU SUD

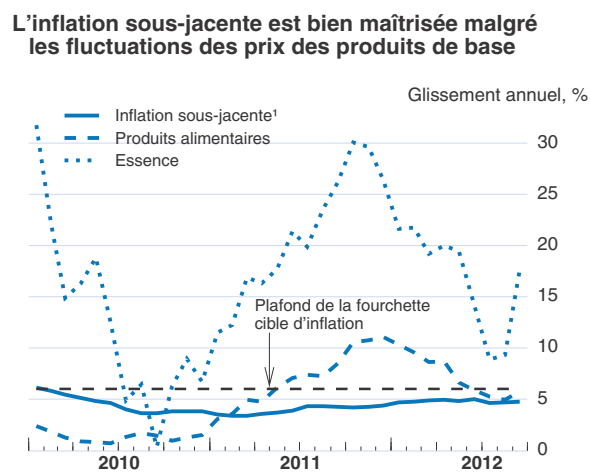
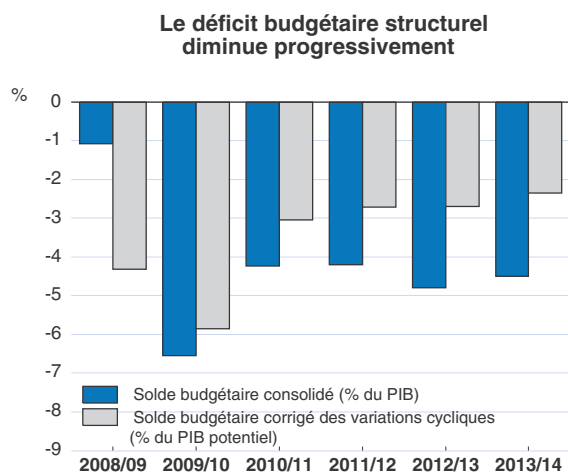
L'accélération attendue de la croissance a été retardée par le ralentissement mondial et une série de grèves. L'expansion pourrait s'établir à 2.6 % en 2012, un rythme inférieur au potentiel, mais elle se raffermirait ensuite pour atteindre 3.3 % en 2013 et 4 % en 2014. L'inflation sous-jacente sera contenue par l'importance des capacités de production inemployées, même si les hausses récentes des prix alimentaires semblent devoir renforcer temporairement l'inflation globale. La faiblesse des exportations en volume et la dégradation des termes de l'échange ont creusé le déficit de la balance courante cette année, et il atteindra environ 6 % du PIB en 2013-14.

Le gouvernement devrait continuer de réduire le déficit budgétaire structurel, mais laisser jouer les stabilisateurs automatiques si la croissance est inférieure aux prévisions. Il faudrait recourir à la politique monétaire pour relancer l'économie dans le court terme ; il existe une marge pour un nouvel assouplissement tout en restant dans la fourchette d'inflation fixée comme objectif. Pour accroître durablement l'emploi, il convient tout à la fois d'opérer des réformes favorables à la concurrence sur les marchés de produits, d'améliorer l'éducation et la formation et de mettre en œuvre des politiques actives du marché du travail.

La reprise reste lente

L'activité demeure décevante, la croissance de la production étant inférieure au potentiel en 2012 pour la cinquième année consécutive. La reprise a été freinée par le désendettement du secteur privé, les ratios dette/revenu des ménages restant élevés tandis que la confiance des entreprises et des consommateurs est affaiblie, mais aussi par le ralentissement de la demande extérieure. En outre, une série de grèves sauvages, qui a commencé dans le secteur minier au troisième trimestre 2012 pour s'étendre ensuite, a entraîné des pertes de production considérables.

Afrique du Sud



1. IPC hors alimentation, boissons non-alcoolisées et essence.

Note : Exercice budgétaire (1 avril-31 mars) pour les données budgétaires.


Source : Estimations et prévisions de l'OCDE, Statistics South Africa et National Treasury.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932746902>

Afrique du Sud : Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011	2012	2013	2014
Croissance du PIB réel	2.9	3.1	2.6	3.3	4.0
Inflation	4.3	5.0	5.6	5.4	5.0
Solde budgétaire (en % du PIB)	-6.0	-5.2	-5.0	-4.7	-4.0
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-10.2	-13.6	-22.2	-23.8	-26.5
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	-2.8	-3.3	-5.7	-6.1	-6.2

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932748308>

L'inflation sous-jacente est maîtrisée mais le déficit extérieur se creuse

L'inflation globale a été influencée par les fluctuations des prix internationaux de l'alimentation et des carburants, mais l'inflation sous-jacente est restée proche du milieu de la fourchette servant d'objectif. Le rythme des hausses contractuelles des salaires s'est ralenti progressivement, du moins jusqu'à l'éclatement de grèves sauvages dans le secteur minier, des augmentations importantes étant alors accordées pour mettre fin aux conflits. Le ralentissement mondial a à la fois freiné la croissance des exportations en volume et fait baisser les prix des produits de base qui constituent les principales exportations de l'Afrique du Sud, d'où la résurgence de déficits importants de balance courante.

La modération de l'inflation semble offrir une marge d'assouplissement monétaire

Pendant une reprise normale, les dépenses privées, notamment d'investissement, devraient augmenter très fortement à ce stade, mais les craintes d'un affaiblissement de l'économie mondiale pouvant avoir des conséquences pour l'Afrique du Sud ont sapé la confiance. Les possibilités de relance budgétaire sont limitées par le niveau encore élevé du déficit structurel. En fait, l'assainissement progressif des finances publiques doit se poursuivre, mais il faudrait laisser jouer les stabilisateurs automatiques si la croissance se révélait inférieure aux attentes. En ce qui concerne la politique monétaire, même si les fortes hausses de salaires prévues par certains accords après les grèves du secteur minier vont sans doute encourager les revendications dans d'autres secteurs, il existe encore une marge pour réduire les taux d'intérêt car le manque de vigueur de l'activité économique devrait contenir l'inflation sous-jacente.

La croissance devrait être proche de son potentiel en 2013-14

On prévoit que la croissance se renforcera au cours des deux prochaines années, mais pas assez pour générer des tensions inflationnistes. Le taux d'inflation va diminuer progressivement en dépit d'une brève poussée due aux hausses récentes des prix alimentaires internationaux. Le déficit de la balance courante sera de l'ordre de 6 % du PIB, exportations et importations augmentant lentement en 2013 avant de s'accélérer en 2014.

Les risques de détérioration externes et internes prédominent

Une aggravation du contexte économique international affaiblirait la demande d'exportations, la confiance intérieure et probablement les prix mondiaux des produits de base. Elle pourrait aussi retentir sur les entrées

de capitaux, mais cela ferait au moins baisser le rand et réduirait ainsi les déséquilibres extérieurs. Si la récente vague de grèves sauvages reprend et si l'incertitude politique s'accroît, les résultats en matière de production et d'inflation s'aggraveront probablement en 2013.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Afrique du Sud », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-43-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.